

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PROROGATION DE DÉLAI POUR L'EXPLOITATION D'UN
CENTRE VHU ET PORTANT AGRÉMENT N°PR28 00028 D CENTRE « VHU »**

SOCIÉTÉ VESSIERE RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE

**COMMUNE DE DREUX
(N° ICPE : 0010000476)**

**LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre VIII du livre I^{er}, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

VU l'article R. 181-48 du Code de l'environnement qui dispose que : « L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97. » ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté N°1835 du 27 juin 1975 autorisant les Établissements VESSIERE FRÈRES à exploiter un dépôt de récupération et de traitement des ferrailles et produits métallurgiques ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 décembre 2007 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation des Établissements VESSIERE FRÈRES afin d'interdire tout stockage ou traitement de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 février 2014 portant agrément emballage de la société VESSIERE RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 octobre 2019 relatif aux modifications des conditions d'exploitation d'une plateforme de tri et transit de déchets, et portant agrément n°PR 28 00028 D Centre « VHU », délivré à la société VESSIERE RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE située sur le territoire de la commune de DREUX ;

VU l'arrêté préfectoral n°72-2024 du 19 juillet 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU le courrier en date du 19 juillet 2024 de l'exploitant, sollicitant une prorogation de délai de leur arrêté d'autorisation au regard de leur activité de dépollution et démontage de VHU, dépendant de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées soumise au régime de l'enregistrement, et de leur agrément Centre « VHU », conformément aux dispositions de l'article R. 181-48 susvisé ;

VU les motifs exposés par l'exploitant dans son courrier daté du 19 juillet 2024 ;

VU le rapport de vérification de conformité Centre VHU de l'organisme AB certification daté du 28 juin 2024, suite à l'audit de vérification de conformité du 06 juin 2024 ;

VU la communication du projet d'arrêté en date du 07 août 2024 faite au pétitionnaire pour avis ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la société VESSIERE RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE justifie notamment sa demande de prorogation de délai par la survenue de difficultés de mise à disposition d'un logiciel faisant l'interface entre le site de la société et la Préfecture, ne permettant pas à l'exploitant d'accéder au Système d'Immatriculation des Véhicules (SIV), et donc d'exercer son activité de Centre « VHU » ;

CONSIDÉRANT que les motifs exprimés ne permettent pas la mise en service de l'installation dans le délai visé par l'article R. 181-48 du Code de l'environnement et l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 octobre 2019 ;

CONSIDÉRANT que les motifs évoqués par le pétitionnaire sont indépendants de sa volonté et en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ;

CONSIDÉRANT que la société VESSIERE RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE dispose des infrastructures nécessaires pour réaliser son activité de Centre « VHU » et que ces aménagements sur site ont été jugés conformes aux exigences de l'arrêté du 02 mai 2012 lors de l'audit du 06 juin 2024 réalisé par l'organisme AB Certification, tel que rapporté dans son rapport du 28 juin 2024 susvisé ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

La validité de l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2019 concernant la mise en service d'une activité de dépollution et démontage de VHU dépendant du régime de l'enregistrement de la rubrique 2712-1b de la nomenclature des installations classées et portant agrément n°PR 28 00028 D Centre « VHU » pour l'exploitation d'un centre véhicules hors d'usage

(VHU) de la société VESSIERE RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE implantée au 24 rue des Osmeaux - ZI des Châtelets 28100 Dreux, est prolongée de 3 ans, **jusqu'au 08 octobre 2025.**

ARTICLE 2 : RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions des articles R. 181-50 du Code de l'environnement et R. 311-5 du Code de justice administrative, à la Cour administrative d'appel de Versailles 2, esplanade Grand Siècle, BP 90476, 78011 VERSAILLES

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie(s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La Cour administrative d'appel peut également être saisie par l'application informatique Télé recours accessible par le site internet www.telerecours.fr

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté – place de la République – 28019 CHARTRES Cedex) ou hiérarchique (adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia – 92055 La Défense CEDEX), dans le délai de deux mois.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

ARTICLE 3 : PUBLICITÉ

1. Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
2. Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Dreux, commune d'implantation de l'installation et peut y être consultée.

3. L'arrêté est affiché en mairie de Dreux pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire et retourné à la préfecture – bureau des procédures environnementales par messagerie sur pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr
4. L'arrêté est adressé aux conseils municipaux et aux autorités locales ayant été consultés en application de l'article R. 181-38 du Code de l'environnement.
5. L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Dreux et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

30 SEP. 2024

~~Le Préfet~~
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN